

**Procès verbal du Conseil d'administration et de
l'assemblée générale
du 13 mars 2018**

Personnes présentes :

**Monsieur Manuel DELMAS-GOYON, président du Tribunal de Grande Instance de Tarbes
Monsieur Pierre AURIGNAC, Procureur de la République de Tarbes,
Madame Amélie DJAOUDO, Substitut du Procureur de Tarbes,
Monsieur Dominique BOIRON, secrétaire général de la Cour d'Appel de Pau,
Monsieur François FREMEAUX, Directeur départemental adjoint de la sécurité publique,
Monsieur le Chef d'escadron Franck VERMEULEN,
Madame Andrée DOUBRERE, Adjointe au Maire de Tarbes, Présidente du GIP CUCS,
Maître Véronique ROLFO, Bâtonnier de l'ordre des avocats,
Madame Monique LAFFONT, présidente du CIDFF des Hautes Pyrénées ,
Madame Marie-José ASSIE, directrice du CIDFF des Hautes Pyrénées,
Madame la Directrice de l'ADSEA.**

Présentation aux membres du CA , par Claire PIOUX et Bernard PREFOL :

- du projet de reconduction de la convention entre le Conseil départemental d'accès au droit et l'association.

- du projet de changement de nom d'aid'victimes afin d'adopter celui préconisé par la fédération FRANCE VICTIMES à laquelle l'association est adhérente.

Le nouveau logo est présenté ainsi que le nouveau nom : « France Victimes 65 »

Ces deux projets sont acceptés par le CA .

- Claire PIOUX, présidente de France Victimes 65 (Aid'Victimes)

remercie les personnes présentes et détaille les faits marquants de l'année 2017 :

- Justice restaurative : L'association est parmi les 10 premières de France à avoir concrétisé un projet en 2017.

Avec le concours du SPIP et l'aide du Service régional de Justice Restaurative (SRJR) ont eu lieu les premières rencontres « condamnés - victimes ».

Le bilan est globalement positif malgré le coté très chronophage du dispositif :

- Pascale SIMON qui a réalisé le projet estime son temps passé à environ 170 heures.

Elle est très satisfaite de la mesure réalisée qui a beaucoup apporté aux animateurs comme aux participants .



Aid'Victimes

Association des Hautes-Pyrénées d'aide aux victimes et de médiation pénale

Pascale, Audrey et Guillaume ont suivi des formations à AGEN, au sein de l'ENAP (école nationale de l'administration pénitentiaire) .

- Audrey VALLDEPEREZ en plus de son investissement au BAV (bureau d'aide aux victimes) au Tribunal a contacté au téléphone un nombre considérable de victimes susceptibles d'être intéressées par la Justice Restaurative .

- Audrey VALLDEPEREZ et Guillaume KULEMANN présents dans l'enceinte du commissariat chaque lundi matin accueillent en cas de besoin les victimes qui s'y présentent. Certaines d'entre elles viennent ensuite à l'association. Cette présence leur permet également de développer des contacts utiles avec les policiers. Ils espèrent que l'activité va se développer mais le Commissaire François FREMEAUX et eux-mêmes sont déjà très satisfaits de cette présence au sein du commissariat .

- Guillaume KULEMANN est satisfait de sa participation aux modules de sensibilisation aux violences intra-familiales organisés par Isabelle COSTES , Déléguée aux Droits des Femmes, à destination des différents acteurs, tels que policiers, gendarmes, travailleurs sociaux... et qui permettent, entre autres, de faire connaître les activités de France Victimes 65.

Il est d'autre part satisfait de constater que le nombre de médiations pénales tend à augmenter depuis le début de cette année .

- Joséphine HEAU, nouvelle psychologue en remplacement de Julie CASTELLS, explique qu'elle reçoit les personnes dans le cadre des procédures judiciaires, qu'il ne s'agit pas d'une psychothérapie mais d'un suivi et d'une écoute. Elle est satisfaite de sa présence malgré ses déplacements hebdomadaires puisqu'elle habite Toulouse .

- L'association est en contact avec le groupement de gendarmerie afin d'étudier les modalités d'une collaboration plus étroite, dans la ligne de notre présence en commissariat.

Nous allons à ce sujet rencontrer prochainement le Commandant VERMEULEN, représentant le Colonel ESTIENNE .

- Bernard PREFOL fait part de la satisfaction du Cabinet d'expertise comptable sur l'état des comptes de l'association .